



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 11 – 17 mars 2023

## Sommaire

### Fait marquant

- Le gouvernement présente son budget pour l'année 2023/24

### Climat & Energie

- Le prochain appel à projets d'énergies renouvelables du gouvernement sera doté de 205 M£
- Le gouvernement souhaiterait inclure le nucléaire dans sa taxonomie des investissements verts
- Le gouvernement gallois donne son feu vert à la construction du premier parc éolien flottant en mer Celtique

### Environnement

- Le ministre chargé de l'Ecosse s'apprêterait à bloquer le système de consigne mis en place par le gouvernement écossais
- 21% des ménages britanniques n'utiliseraient pas leur poubelle dédiée aux déchets alimentaires
- Le ministère de l'environnement promet 4 M£ pour des projets d'innovation forestière

### Industrie

- La SMMT présente ses recommandations pour faire du R-U le pays « *le plus attractif pour la construction automobile de pointe* »
- 39 promoteurs immobiliers signent les contrats visant à financer le remplacement des revêtements inflammables (*cladding*) des immeubles de plus de 11 mètres
- Le gouvernement publie un point d'étape concernant sa stratégie sur les minerais critiques

### Transports

- Le gouvernement annonce une revue des systèmes de planification dans le transport routier et maritime

- Le gouvernement publie sa réponse à la consultation sur la réforme de la taxe s'appliquant aux véhicules poids lourds
- Les associations environnementales critiquent la baisse des taxes passagers pour les vols intérieurs

## Fait marquant

### Le gouvernement présente son budget pour l'année 2023/24

Le Chancelier de l'Echiquier, Jeremy Hunt, a présenté ce mercredi 15 mars le [budget du Royaume-Uni pour l'année 2023/24](#). Le scénario macroéconomique présenté s'améliore par rapport aux prévisions antérieures: l'économie britannique devrait se contracter en 2023 (- 0,2 %) avant de rebondir en 2024 (+1,8 %). Si les secteurs suivis dans cette veille n'ont pas été mentionnés spécifiquement parmi les priorités du Chancelier (« *enterprise, employment, education and everywhere* »), plusieurs mesures importantes ont été annoncées. Dans le champ de l'énergie, le mécanisme de garantie des prix de l'énergie à hauteur de 2 500 £ (en moyenne pour une année pour un ménage de référence) sera prolongé 3 mois avant d'être porté à 3 000 £ à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023 (coût estimé de 3,0 Md£ en 2023/24); par ailleurs, le *fuel duty* sera gelé une année supplémentaire et la remise de 5 *pences* sera prolongée d'un an (coût estimé de 4,8 Md£ en 2023/24). Le gouvernement a par ailleurs annoncé le lancement de *Great British Nuclear*, qui supervisera notamment un premier appel à projets pour la construction de *Small Modular Reactors*. Il a aussi promis d'investir 20 Md£ au cours des 20 prochaines années dans des projets de capture et de stockage du carbone. Enfin, en complément de la promesse formulée cet automne de 6 Md£ d'investissements supplémentaires pour l'efficacité énergétique sur la période 2025-2028, le gouvernement a annoncé l'extension pour 2 années supplémentaires du *Climate Change agreement*, qui permet aux entreprises de bénéficier de réductions d'impôt en échange d'engagements à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'un fond doté de 60 M£ pour soutenir les projets d'efficacité énergétique des piscines publiques.

Le Chancelier de l'Echiquier a également fait des annonces en matière de [levelling up](#) qui est placé « *au cœur du budget* » de printemps. Des accords de dévolution « *pionniers* » seront signés entre le gouvernement central et les métropoles de Manchester et des West Midlands. Ils comporteront un accord de financement direct du gouvernement vers ces collectivités locales et des compétences élargies pour les maires de métropoles, notamment en matière de logement et de transport. 12 zones d'investissement, bénéficiant de 400 M£ de financements publics, auront pour objectif d'augmenter l'investissement dans les régions visées par le *levelling up*. Jeremy Hunt a également confirmé le déploiement, entre 2023 et 2025, d'une vingtaine de *Levelling Up Partnerships* destinés à la régénération « *sur mesure* » des zones les plus en difficulté en Angleterre. Enfin, les règles limitant le recours aux travailleurs étrangers seront assouplies pour plusieurs catégories d'artisans et ouvriers du [bâtiment](#). Le secteur du BTP connaît en effet d'importantes pénuries de main-d'œuvre aggravées par les effets de la pandémie et le Brexit.

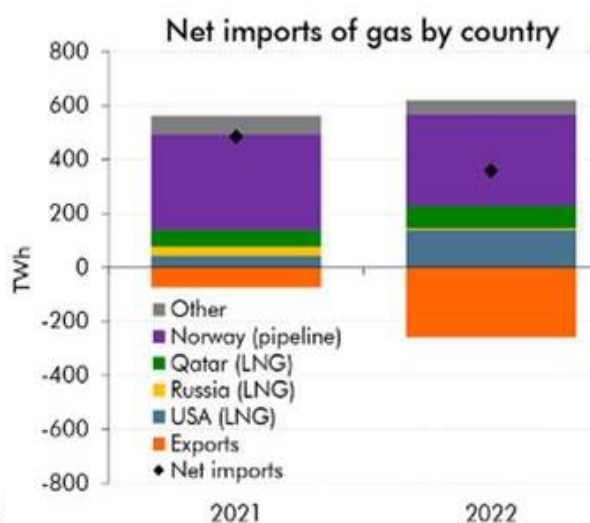
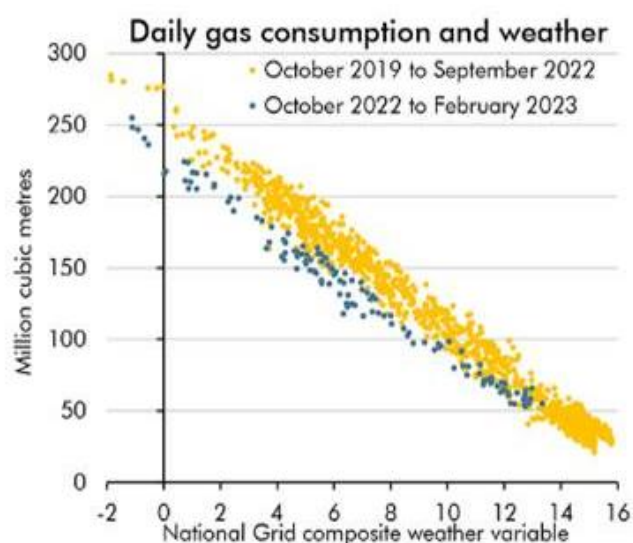
## Le chiffre de la semaine

60 %

C'est la part de l'électricité fournie par des sources de production bas-carbone cet hiver au Royaume-Uni (entre le 1<sup>er</sup> novembre 2022 et le 28 février 2023), selon [Renewable UK](#). Elles ont permis de réduire la demande de GNL de 9,7 milliards de m<sup>3</sup> (soit un volume équivalent à 66 % des importations totales de GNL du R-U sur la période) et d'économiser ainsi près de 15 Md£.

## Le graphique de la semaine

Dans son [Economic and fiscal outlook](#) présenté en parallèle du budget du gouvernement, l'*Office for Budget Responsibility* présente les évolutions de l'offre et de la demande de gaz en réponse à la hausse des prix du gaz, multipliés par 3 pour les ménages. La demande de gaz s'est ainsi réduite de 15 % en moyenne par rapport aux deux années précédentes, après correction des effets météorologiques. Dans le même temps, la part du gaz naturel liquéfié (GNL) russe dans les importations, déjà faible par rapport à d'autres pays européens, s'est fortement réduite pour atteindre moins de 1% des importations totales. Si la part du GNL dans les importations de gaz a néanmoins fortement augmenté pour représenter 47 % des importations contre 26 % en moyenne lors de la décennie précédente, les exportations de gaz du Royaume-Uni ont triplé par rapport à 2021, notamment en raison de la réexpédition d'une partie du GNL regazéifié vers la l'Europe continentale via les interconnecteurs.



## Climat & Energie

**Flash** – Deux des plus grands fonds de pension britannique, *UK universities' pension scheme* et *Border to Coast* (130 Md£ d'actifs sous gestion en cumulé) s'apprêteraient à [voter contre la reconduction des directeurs généraux de BP et Shell](#) lors des prochaines assemblées générales, à moins que les deux entreprises ne prennent des engagements plus ambitieux pour réduire leurs émissions.

**Flash** – Dans le cadre de la présentation de son budget, le gouvernement a annoncé son souhait d'émettre 10 Md£ d'obligations vertes, en réémettant les deux types de *green gilts* émis en septembre et en octobre 2021, avec une maturité respective à juillet 2033 et juillet 2053.

**Flash** – Selon [deux psychologues de la City, University of London](#), le déploiement de pompes à chaleur prendrait du retard au R-U en raison de l'existence de biais psychologiques chez les ménages (aversion à l'ambiguïté alors que les contraintes d'installation diffèrent selon les régions, aversion aux pertes alors que l'installation d'une pompe à chaleur implique un coût d'investissement supérieur mais un coût d'usage moindre par rapport à une chaudière à gaz, absence d'effets de pairs alors que le nombre d'installations par quartier n'est pas connu).

**Flash** – [EDF Energy](#) a confirmé la prolongation jusqu'en 2026 de ses centrales nucléaires d'Hartlepool (Teeside) et d'Heysham 1 (Lancashire), qui auraient dû fermer en avril 2024.

### Le prochain appel à projets d'énergies renouvelables du gouvernement sera doté de 205 M£

Le lendemain de la présentation du budget, le ministère chargé de l'énergie a confirmé le lancement d'ici la fin de l'année du 5<sup>ème</sup> appel à projets (AR5) pour l'octroi de compléments de rémunération (*Contract for difference - CfD*) pour des projets d'énergie renouvelable. Il sera doté d'un budget de 205 M£, dont 170 M£ seront consacrés aux technologies déjà matures, telles que l'éolien, et 35 M£ à des technologies émergentes, dont 10 M£ pour l'énergie marémotrice. Le ministère n'a toutefois pas encore communiqué les prix de référence sur la base desquels les porteurs de projet soumettent leurs offres, alors que les coûts des matières premières ont fortement augmenté ces derniers mois. Le précédent appel à projet, tenu l'an dernier, avait permis de contracter près de 11 GW pour un budget total de 285 M£. Aujourd'hui, les CfD couvrent une capacité totale de production de 27 GW.

### Le gouvernement souhaiterait inclure le nucléaire dans sa taxonomie des investissements verts

Alors que le Trésor britannique avait écarté le nucléaire de sa taxonomie des investissements verts en 2021, le gouvernement souhaiterait désormais l'inclure afin de s'aligner sur celle de l'Union européenne. Une consultation sur ce changement devrait être lancée dans les prochaines semaines selon le [FT](#). Ce changement pourrait aider à lever les 20 Md£ de fonds privés requis pour boucler le financement de la centrale de Sizewell C.

## Le gouvernement gallois donne son feu vert à la construction du premier parc éolien flottant en mer Celtique

Le gouvernement gallois a donné son autorisation pour la construction du projet de parc éolien en mer flottant [Erebus](#), porté conjointement par *TotalEnergies* et le groupe irlandais *Simply Blue Group*, à 40 km au large du Pembrokeshire. La construction des 7 turbines de 14 MW chacune commencera en janvier 2025 avec l'objectif d'une mise en service à la fin de l'année 2026.

## Environnement

**Flash** – Le géant du textile [Primark](#) a annoncé de nouveaux engagements pour étendre la durée de vie de ses produits et réduire son empreinte carbone, dont la pérennisation de son expérimentation d'un service de réparation gratuite, le lancement d'un projet de recherche pour évaluer la durabilité des vêtements et le soutien au développement de nouveaux standards de durabilité dans l'industrie de la mode.

**Flash** – Sir James Bevan, le directeur général sortant de l'*Environment Agency*, [s'inquiète du faible niveau de rémunération offert par l'agence](#), qui pénalise son attractivité. Selon les syndicats *Prospect* et *Unite*, les salaires auraient baissé de 20 % en termes réels depuis 2010. Si l'agence parvient toujours à recruter, les nouvelles recrues sont souvent moins expérimentées et requièrent un temps de formation plus long.

## Le ministre chargé de l'Ecosse s'apprêterait à bloquer le système de consigne mis en place par le gouvernement écossais

Au cours d'une audition au Parlement, le ministre chargé de l'Ecosse, Alister Jack, a fortement critiqué le dispositif de consigne des bouteilles et canettes à usage unique en cours de déploiement en Ecosse. Selon lui, ce dispositif serait mal conçu et inflationniste. Par exemple, le prix d'un pack de 12 bouteilles d'eau passerait de 1,59 £ à 3,99 £ (avec une consigne de 20 pences par bouteille). Si la mise en place d'un tel système relève bien des compétences dévolues au Parlement d'Edimbourg, le gouvernement écossais a demandé une exemption aux règles du marché intérieur britannique, alors que l'Angleterre n'a pas prévu de mettre en place un système de consigne similaire avant deux ans, dont les règles seront en outre différentes. Selon le *Guardian*, le ministère chargé de l'Ecosse, Alister Jack, s'apprêterait à refuser cette demande d'exemption. Les conséquences d'un refus sont en cours d'expertise, mais il pourrait tuer dans l'œuf le mécanisme écossais.

## 21 % des ménages britanniques n'utiliseraient pas leur poubelle dédiée aux déchets alimentaires

Selon une enquête commandée par la chaîne de supermarchés [Waitrose](#) et réalisée auprès de 2 000 ménages, 21 % des ménages britanniques ayant accès à une poubelle dédiée aux déchets alimentaires ne s'en serviraient pas et continueraient de jeter ces derniers dans leur poubelle « classique ». Parmi eux, près de la moitié n'auraient pas confiance dans leurs autorités locales pour traiter ces déchets correctement, 29 % jugent que ce tri demande un trop grand effort et près de

20 % seraient sceptiques quant à l'impact des déchets alimentaires sur l'environnement. Par ailleurs, 58 % des ménages n'ayant pas de poubelle dédiée aux déchets alimentaires souhaiterait en avoir une et 33 % jugent que le gouvernement devrait faciliter davantage la collecte et le recyclage de ces déchets. Pour mémoire, le Royaume-Uni génère 9,52 millions de tonne de déchets alimentaires par an et près de la moitié des ménages britanniques disposent d'une poubelle dédiée.

## Le ministère de l'environnement promet 4 M£ pour des projets d'innovation forestière

Le DEFRA a réouvert le 13 mars le processus de candidatures pour obtenir des financements de son *Woods into Management Forestry Innovation Fund* et son *Tree Production Innovation Fund*. Le premier vise à accroître de 20 000 hectares la surface forestière gérée de façon active et soutenir de nouvelles technologies ou pratiques pour la production de bois local. Le second soutient le développement de nouvelles technologies pour diversifier les espèces de jeunes arbres plantées au Royaume-Uni.

## Industrie

**Flash** – Dans un courrier vu par le [Financial Times](#), les groupes de pression *BusinessLDN* et le *Northern Powerhouse Partnership* ont demandé au Premier ministre de garantir l'accès à Horizon Europe « pour que le R-U reste à la pointe de la R&D ».

**Flash** – Le groupe chinois [BYD](#) (*Build Your Dream*), l'un des premiers producteurs mondiaux de voitures hybrides et électriques, a écarté le R-U de sa liste de pays potentiels pour sa première usine européenne, citant les incertitudes et les effets négatifs liés au Brexit.

## La SMMT présente ses recommandations pour faire du R-U le pays « le plus attractif pour la construction automobile de pointe »

Le rapport de la fédération britannique des constructeurs automobiles, intitulé [Race to Zero : Powering Up Britain's EV Supply Chain](#) présente les atouts intrinsèques du R-U en matière de construction automobile de pointe, d'énergie à faible teneur en carbone et de R&D, tout en rappelant la nécessité d'une réponse britannique à l'*Inflation Reduction Act* américain et à la nouvelle stratégie industrielle européenne. Les recommandations de la SMMT se concentrent sur trois domaines : soutien à l'investissement privé (garantir des prix de l'énergie compétitifs, augmenter les subventions, etc.), réformes réglementaires (comprenant une approbation plus rapide des projets de production de batteries ou d'énergie renouvelable) et diplomatie mondiale (par exemple via la signature de nouveaux accords de libre-échange).

## 39 promoteurs immobiliers signent les contrats visant à financer le remplacement des revêtements inflammables (*cladding*) des immeubles de plus de 11 mètres

Selon les termes de ces [contrats](#), transmis par le gouvernement aux promoteurs concernés le 30 janvier, ces derniers s'engagent à financer les travaux de remédiation nécessaires pour les bâtiments de plus de 11 mètres de haut qu'ils ont construits ou rénovés en Angleterre au cours des trente dernières années. Le gouvernement estime que ces travaux devraient coûter au moins 2 Md£. Les 11 entreprises n'ayant pas signé ces contrats disposeront d'un délai supplémentaire selon le ministre du Logement [Michael Gove](#), malgré sa menace en janvier de « *conséquences importantes* » pour les promoteurs ne respectant pas les délais impartis. Le ministère du Logement a toutefois rappelé que les promoteurs ne signant ou ne respectant pas ces contrats auraient l'interdiction « *de réaliser des travaux d'aménagement importants ou [de demander] des permis de construire* ». Le ministère devrait publier des précisions sur ces mesures dès la semaine prochaine.

## Le gouvernement publie un point d'étape concernant sa stratégie sur les minerais critiques

Le [document](#) annonce la création d'un groupe de travail indépendant, constitué d'experts et représentants de l'industrie, le *Task & Finish Group on Critical Minerals Resilience for UK industry*, chargé « *d'étudier les dépendances et les vulnérabilités des secteurs industriels britanniques à l'égard des minerais critiques, ainsi que les possibilités pour l'industrie de promouvoir la résilience de ses chaînes d'approvisionnement* ». Le groupe devra publier un rapport d'ici la fin de l'année. L'accent est également mis sur la mise en œuvre d'une économie circulaire et de recyclage avec notamment le lancement par l'agence d'innovation *Innovate UK* du programme *UK's Circular Critical Materials Supply Chains (CLIMATES)*, doté d'un budget de 15 M£. Concernant la dimension internationale de la stratégie, le gouvernement réitéré sa volonté d'approfondir les partenariats bilatéraux (des partenariats ont par exemple été signés avec l'Afrique du Sud et le Canada) et la collaboration internationale, notamment dans le cadre du G7 et du G20.

## Transports

### Le gouvernement annonce une revue des systèmes de planification dans le transport routier et maritime

Le gouvernement a lancé une [consultation](#) sur la réforme du *national networks national policy statement (NNNPS)* pour les projets d'infrastructures routières, ferroviaires et de fret ferroviaire en Angleterre. Généralement définis pour une durée de cinq ans, les *national policy statements* précisent par secteur les objectifs en matière d'infrastructures d'importance nationale et le cadre juridique pour l'autorisation de ces projets. La révision des NNNPS vise à obliger les promoteurs des nouveaux projets concernés à montrer comment ils atteignent les objectifs environnementaux, à prendre en compte les gains nets pour la biodiversité et l'impact de leurs propositions sur les émissions de carbone. Le gouvernement prévoit également de réviser le *national policy statement* s'appliquant aux [ports](#) afin d'assurer une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et de sécurité ainsi que l'impact sur les communautés locales des projets d'aménagement des ports.

## Le gouvernement publie sa réponse à la consultation sur la réforme de la taxe s'appliquant aux véhicules poids lourds

Introduit en 2014, la [HGV levy](#) s'applique aux véhicules poids lourds de plus de 12 tonnes qui circulent sur les routes britanniques. Suspendue depuis août 2020, pour soutenir le secteur du transport routier, elle devrait de nouveau s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> août 2023 sous de nouvelles conditions. Le gouvernement prévoit d'introduire de nouveaux taux et de les faire évoluer de manière à « *aligner plus étroitement la taxe sur la performance environnementale* » des véhicules poids lourds. La majorité des participants à la consultation se sont déclaré favorable à cette réforme tout en rappelant l'impact de la hausse des coûts opérationnels et du coût de la vie. Selon les estimations du ministère des Transports, cette taxe permettra de réduire en moyenne de 20 % le montant réglé par les transporteurs, par rapport à sa version antérieure. Le gouvernement prévoit également de faire évoluer les règles s'appliquant aux véhicules étrangers afin qu'il n'acquittent la *HGV levy* que pour l'utilisation des routes principales (*A-roads* et *motorways*).

## Les associations environnementales critiquent la baisse des taxes passagers pour les vols intérieurs

Le montant de l'[air passenger duty](#) (APD) pour les vols intérieurs sera divisé par deux à compter du 1<sup>er</sup> avril (6,50 £) une mesure approuvée par Rishi Sunak l'année dernière, alors qu'il était ministre des Finances. Les compagnies aériennes affirment que cette baisse permettra de stimuler les zones n'étant pas desservies par les trains et de soutenir les économies locales. Des représentants du secteur ferroviaire estiment en revanche que cette mesure pourrait conduire à une hausse des émissions de carbone de 27 000 tonnes et à 220 000 trajets en train en moins chaque année. Les associations environnementales sont également très critiques de cette mesure, estimant notamment qu'elle réduit les possibilités d'investissement dans des modes de transport plus durables. Elles regrettent également que le gouvernement ait écarté l'option d'une taxe sur les passagers aériens réguliers. Les montants de l'APD pour les voyages internationaux vont en revanche augmenter au 1<sup>er</sup> avril, de 84 à 87 £ pour un aller-simple en classe économie au départ de Grande-Bretagne et dont la distance est comprise entre 2 000 et 5 500 *miles*; en outre, une nouvelle catégorie sera créée pour les trajets de plus de 5 500 *miles* (91 £ pour un aller-simple en classe économie).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)